

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204849]

**10 JUILLET 2013.** — Décret instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

**Titre I<sup>er</sup>. — Objet et définitions**

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

**Art. 2.** Au sens du présent décret, on entend par :

1<sup>o</sup> « pesticides » :

a) un produit phytopharmaceutique au sens du Règlement 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;

b) un produit biocide au sens de l'arrêté royal du 22 mai 2003 concernant la mise sur le marché et l'utilisation des produits biocides;

2<sup>o</sup> « groupes vulnérables » : les groupes vulnérables au sens de l'article 3 du Règlement 1107/2009/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil;

3<sup>o</sup> « lutte intégrée contre les ennemis des végétaux » : la prise en considération attentive de toutes les méthodes de protection des plantes disponibles et, par conséquent, l'intégration des mesures appropriées qui découragent le développement des populations d'organismes nuisibles et maintiennent le recours aux produits phytopharmaceutiques et à d'autres types d'interventions à des niveaux justifiés des points de vue économique et environnemental, et réduisent ou limitent au maximum les risques pour la santé humaine et l'environnement. La lutte intégrée contre les ennemis des végétaux privilégie la croissance des végétaux sains en veillant à perturber le moins possible les écosystèmes et encourage les mécanismes naturels de lutte contre les ennemis des végétaux;

4<sup>o</sup> « indicateur de risque » : le résultat d'une méthode de calcul qui est utilisée pour évaluer les risques que présentent les pesticides pour la santé humaine ou l'environnement;

5<sup>o</sup> « méthodes non chimiques » : les méthodes de substitution aux pesticides chimiques pour la protection des plantes et la lutte contre les ennemis des végétaux, telles que déterminées par le Gouvernement wallon, fondées sur des techniques agronomiques ou des méthodes physiques, mécaniques ou biologiques de lutte contre les ennemis des végétaux.

**Titre II. — Conditions d'application des pesticides dans les espaces publics**

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** L'application de produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics est interdite à partir du 1<sup>er</sup> juin 2014.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement peut définir les conditions auxquelles l'application de produits phytopharmaceutiques est autorisée jusqu'au 31 mai 2019.

Ces conditions consistent notamment en :

1<sup>o</sup> l'obligation d'élaborer et de mettre en œuvre un plan relatif à la réduction de l'application des produits phytopharmaceutiques dans les espaces publics;

2<sup>o</sup> des qualifications du personnel chargé de l'achat, du stockage et de l'application de produits phytopharmaceutiques;

3<sup>o</sup> des limitations des autorisations touchant, notamment, aux produits phytopharmaceutiques utilisés, à la nature et aux caractéristiques des espaces sur lesquels doivent être appliqués ces produits;

4<sup>o</sup> des conditions quant aux types de produits phytopharmaceutiques utilisés.

Le Gouvernement peut également définir les conditions auxquelles l'application de pesticides est autorisée ou interdite pour des raisons de santé publique, d'hygiène, de sécurité des personnes, de conservation de la nature ou de conservation du patrimoine végétal dans le respect du principe de lutte contre les ennemis des végétaux.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par espaces publics.

**Titre III. — Conditions d'application des pesticides dans des lieux fréquentés par le public ou des groupes vulnérables**

**Art. 4.** Le Gouvernement peut réglementer et, au besoin, interdire l'application de pesticides dans les lieux fréquentés par le public ou des groupes vulnérables.

Il peut également définir les précautions entourant l'application de pesticides aux abords de ces lieux.

Il peut réglementer ou interdire l'accès à la partie des lieux fréquentés par le public qui fait l'objet d'un traitement par un pesticide, et préciser les conditions d'affichage et de balisage des zones traitées.

Le Gouvernement détermine ce qu'il faut entendre par lieux fréquentés par le public.

**Titre IV. — Programme wallon de réduction des pesticides**

**Art. 5. § 1<sup>er</sup>.** Le programme wallon de réduction des pesticides visé à l'article D.46, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, fixe les objectifs quantitatifs, les cibles, les mesures et les calendriers en vue de réduire les risques et les effets de l'application des pesticides sur la santé humaine et l'environnement et d'encourager l'élaboration et l'introduction de la lutte intégrée contre les ennemis des végétaux et de méthodes ou de techniques de substitution en vue de réduire la dépendance à l'égard de l'application des pesticides.

Ces objectifs peuvent relever de différents sujets de préoccupation notamment la protection de l'environnement, les résidus, le recours à des techniques particulières ou l'application sur certaines cultures.

Le programme wallon de réduction des pesticides décrit également la manière dont il est assuré que tous les utilisateurs professionnels appliquent les principes généraux en matière de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux, tels que fixés par le Gouvernement à la date que celui-ci détermine et en tout cas au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier 2014.

§ 2. Le programme wallon de réduction des pesticides comprend également des indicateurs destinés à surveiller l'application des produits phytopharmaceutiques contenant des substances actives particulièrement préoccupantes, notamment quand il existe des solutions de substitution.

§ 3. Le Gouvernement établit, sur la base de ces indicateurs et compte tenu, le cas échéant, des objectifs de réduction du risque ou de l'application déjà atteints avant l'adoption du programme wallon de réduction des pesticides, des calendriers et des objectifs pour la réduction de l'application, notamment si la réduction de l'application est un moyen approprié d'obtenir une réduction du risque quant aux éléments définis comme prioritaires dans le rapport sur l'état de l'environnement wallon.

§ 4. Lorsque le Gouvernement établit ou révisé le programme wallon de réduction des pesticides, il tient compte des incidences sanitaires, sociales, économiques et environnementales des mesures envisagées et des circonstances nationales, régionales et locales ainsi que de toutes les parties intéressées. Le Gouvernement décrit dans le programme wallon de réduction des pesticides la manière dont il appliquera les mesures en vue d'atteindre les objectifs visés au § 1<sup>er</sup> du présent article.

§ 5. Le programme wallon de réduction des pesticides prend en compte le programme de mesures tel que visé à l'article D.23 du Livre II de Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

§ 6. Par dérogation à l'article D.45, le Gouvernement réexamine le programme wallon de réduction des pesticides au minimum tous les cinq ans.

#### **Titre V. — Manipulation des produits phytopharmaceutiques à usage professionnel**

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement peut réglementer les opérations de manipulation de produits phytopharmaceutiques à usage professionnels ainsi que de leurs adjuvants au sens du Règlement 1107/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 concernant la mise sur le marché des produits phytopharmaceutiques et abrogeant les Directives 79/117/CEE et 91/414/CEE du Conseil.

Il peut fixer les lieux ou surfaces sur lesquels ces manipulations sont autorisées, ainsi que les précautions à prendre pour réduire ou éviter les risques de pollution de l'environnement lors de la manipulation de ces produits.

Ces précautions peuvent viser tant la manipulation des produits pharmaceutiques à usage professionnel que la gestion des emballages, des résidus de pesticides non utilisés et du nettoyage matériel d'application.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des obligations à charge de l'utilisateur professionnel en ce qui concerne l'information donnée à ses préposés et la détention des documents nécessaires à l'identification des produits utilisés.

#### **Titre VI. — Information et sensibilisation**

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement prend les mesures nécessaires pour informer le public et promouvoir et faciliter des programmes d'information et de sensibilisation et la disponibilité d'informations précises et équilibrées concernant les pesticides pour le public, notamment les risques et les éventuels effets aigus et chroniques pour la santé humaine, les organismes non cibles et l'environnement résultant de leur utilisation, ainsi que l'utilisation de solutions de substitution non chimiques.

§ 2. Le Gouvernement met en place des systèmes de collecte d'informations sur les cas d'empoisonnements aigus par des pesticides, ainsi que le cas échéant sur les développements d'un empoisonnement chronique, parmi les groupes pouvant être exposés régulièrement aux pesticides, comme les utilisateurs ou les personnes vivant à proximité des zones d'épandage de pesticides.

#### **Titre VII. — Lutte intégrée contre les ennemis des végétaux**

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Gouvernement prend toutes les mesures nécessaires pour promouvoir une lutte contre les ennemis des végétaux à faible apport en pesticides, en privilégiant chaque fois que possible les méthodes non chimiques de sorte que les utilisateurs professionnels de pesticides se reportent sur les pratiques et produits présentant le risque le plus faible pour la santé humaine et l'environnement parmi ceux disponibles pour remédier à un même problème d'ennemis des végétaux. La lutte contre les ennemis des végétaux à faible apport en pesticides comprend la lutte intégrée contre les ennemis des végétaux ainsi que l'agriculture biologique conformément au Règlement 834/2007/CE du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques.

§ 2. Le Gouvernement établit ou soutient la création des conditions nécessaires à la mise en œuvre de la lutte intégrée contre les ennemis des végétaux. Il s'assure en particulier que les utilisateurs professionnels aient à leur disposition l'information et les outils de surveillance des ennemis des végétaux et de prise de décision, ainsi que des services de conseil sur la lutte intégrée contre les ennemis des végétaux.

§ 3. Le Gouvernement définit les mesures d'incitation appropriées pour encourager les utilisateurs professionnels à appliquer, sur une base volontaire, des lignes directrices spécifiques aux différentes cultures ou secteurs en matière de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux. Le Gouvernement ainsi que les organisations représentant des utilisateurs professionnels particuliers peuvent élaborer de telles lignes directrices. Le Gouvernement se réfère aux lignes directrices qu'il juge pertinentes et appropriées dans son programme wallon de réduction des pesticides.

§ 4. Au plus tard le 30 juin 2013, le Gouvernement fait rapport à la Commission sur la mise en œuvre des §§ 1<sup>er</sup> à 3, en particulier sur la mise en place des conditions nécessaires à la mise en œuvre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures.

**Titre VIII. — Sanctions**

**Art. 9.** Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII de la partie décrétable du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement celui qui applique, utilise ou manipule des pesticides en contravention aux articles 3, 4, et 6 du présent décret ainsi qu'à leurs arrêtés d'exécution.

Commet une infraction de troisième catégorie au sens de la partie VIII du même Code celui qui contrevient aux principes généraux en matière de lutte intégrée contre les ennemis des végétaux, tels que fixés par le Gouvernement en application de l'article 5, § 1<sup>er</sup>.

**Titre IX. — Dispositions modificatives**

**Art. 10.** L'article 2, alinéa 1<sup>er</sup> du décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle dans l'agriculture est complété par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> à toutes personnes devant prouver une connaissance suffisante pour obtenir une phytolice au sens de l'article 2, 11<sup>o</sup> de l'arrêté royal du 19 mars 2013 pour parvenir à une utilisation des produits phytopharmaceutiques et adjuvants compatible avec le développement durable. ».

**Art. 11.** L'article D.46, alinéa 1<sup>er</sup>, du Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement est complété par un 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> un programme wallon de réduction des pesticides. ».

**Art. 12.** Dans la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, il est inséré un article 16*bis* rédigé comme suit :

« Art. 16*bis*. Les terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâtures, sont clôturées de manière à empêcher toute l'année l'accès du bétail au cours d'eau, sous réserve de l'existence d'un arrêté du Gouvernement wallon soustrayant l'ensemble ou partie du territoire d'une commune à l'application de cette mesure.

Cet arrêté est abrogé au 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour ce qui concerne les terres situées dans un site Natura 2000 ou dans une zone à enjeu spécifique désignée par le Gouvernement wallon en raison du risque d'eutrophisation des eaux de surface telles que définies à l'article D.2, 34<sup>o</sup> du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau.

La partie de la clôture située en bordure du cours d'eau se trouve à une distance minimale d'un mètre mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres. Par dérogation, cette distance minimale est de 0,75 mètre pour les clôtures placées avant le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Lorsqu'un passage à pied sec n'est pas possible dans ou à proximité immédiate des pâtures situées de part et d'autre du cours d'eau, des barrières peuvent être installées dans les clôtures situées en bordure de ce cours d'eau afin de permettre une traversée à gué. Ces barrières peuvent être ouvertes le temps nécessaire à la traversée du cours d'eau. Le pâturage est organisé de manière à réduire la fréquence et le nombre de traversées.

La clôture est établie de façon à ce qu'elle ne puisse créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation aux cours d'eau.

Le Gouvernement peut accorder une dérogation à cette obligation uniquement pour les terres faisant l'objet d'un pâturage très extensif favorable à la biodiversité. ».

**Art. 13.** Dans l'article 17, alinéa 2, de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, le point 3<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 3<sup>o</sup> celui qui contrevient à l'article 16*bis* ou à l'article 23, § 3; ».

**Art. 14.** L'article 23 de la même loi est complété par ce qui suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, l'obligation prévue à l'article 16*bis* s'applique le 31 mars 2014 au plus tard lorsque les terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâtures sont situées dans une zone désignée en vertu des articles D.156 et D.157 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et que ledit cours d'eau non classé par le Gouvernement parmi les voies navigables, est en amont du point où leur bassin hydrographique atteint au moins 100 hectares. ».

**Art. 15.** Dans le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, il est inséré un article D.42-1 rédigé comme suit :

« Art. D.42-1. Les terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâtures, sont clôturées de manière à empêcher toute l'année l'accès du bétail au cours d'eau, sous réserve de l'existence d'un arrêté du Gouvernement wallon soustrayant l'ensemble ou partie du territoire d'une commune à l'application de cette mesure. »

Cet arrêté est abrogé au 1<sup>er</sup> janvier 2015 pour ce qui concerne les terres situées dans un site Natura 2000 ou dans une zone à enjeu spécifique désignée par le Gouvernement wallon en raison du risque d'eutrophisation d'eau de surface.

La partie de la clôture située en bordure du cours d'eau se trouve à une distance minimale d'un mètre mesurée à partir de la crête de la berge du cours d'eau vers l'intérieur des terres. Par dérogation, cette distance minimale est de 0,75 mètre pour les clôtures placées avant le 1<sup>er</sup> avril 2014.

Lorsqu'un passage à pied sec n'est pas possible dans ou à proximité immédiate des pâtures situées de part et d'autre du cours d'eau, des barrières peuvent être installées dans les clôtures situées en bordure de ce cours d'eau afin de permettre une traversée à gué. Ces barrières peuvent être ouvertes le temps nécessaire à la traversée du cours d'eau. Le pâturage est organisé de manière à réduire la fréquence et le nombre de traversées.

La clôture est établie de façon à ce qu'elle ne puisse créer une entrave au passage du matériel utilisé pour l'exécution des travaux ordinaires de curage, d'entretien ou de réparation aux cours d'eau.

Le Gouvernement peut accorder une dérogation à cette obligation uniquement pour les terres faisant l'objet d'un pâturage très extensif favorable à la biodiversité. ».

**Art. 16.** Dans le même Code, il est inséré un article D.52-1 rédigé comme suit :

« Art. D.52-1. L'obligation prévue à l'article D.42-1 s'applique le 31 mars 2014 au plus tard lorsque les terres situées en bordure d'un cours d'eau à ciel ouvert et servant de pâtures sont situées dans une zone désignée en vertu des articles D.156 et D.157 du Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et que ledit cours d'eau non classé par le Gouvernement parmi les voies navigables, est en amont du point où leur bassin hydrographique atteint au moins 100 hectares. ».

**Art. 17.** Dans le même Code, l'article D.408, alinéa 2, 2° est remplacé par ce qui suit :  
 « 2° celui qui contrevient aux obligations prévues aux articles D.42-1 et D.52-1; ».  
 Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.  
 Namur, le 10 juillet 2013.

Le Ministre-Président,  
 R. DEMOTTE

Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,  
 J.-M. NOLLET

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,  
 A. ANTOINE

Le Ministre de l'Economie, des PME, du Commerce extérieur et des Technologies nouvelles,  
 J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre des Pouvoirs locaux et de la Ville,  
 P. FURLAN

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,  
 Mme E. TILLIEUX

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité,  
 Ph. HENRY

Le Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine,  
 C. DI ANTONIO

(1) *Session 2012-2013.*

*Documents du Parlement wallon*, 824 (2012-2013). N<sup>os</sup> 1 à 3.

*Compte rendu intégral*, séance plénière du 10 juillet 2013.

Discussion.

Vote.

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2013/204849]

#### 10. JULI 2013 — Dekret über einen Rahmen für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden und zur Abänderung des Buches I des Umweltgesetzbuches, des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe und des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

#### Titel I. — Gegenstand und Definitionen

**Artikel 1** - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2009/128/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über einen Aktionsrahmen der Gemeinschaft für die nachhaltige Verwendung von Pestiziden teilweise umgesetzt.

**Art. 2** - Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen :

1° "Pestizide" :

a) ein Pflanzenschutzmittel im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates;

b) ein Biozid-Produkt im Sinne des Königlichen Erlasses vom 22. Mai 2003 über das Inverkehrbringen und die Verwendung von Biozid-Produkten;"

2° "empfindliche Gruppen": die empfindlichen Gruppen im Sinne des Artikels 3 der Verordnung 1107/2009/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates;

3° "integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge": die sorgfältige Erwägung aller verfügbaren Pflanzenschutzmitteln und die anschließende Einbindung geeigneter Maßnahmen, die der Entstehung von Populationen von Schadorganismen entgegenwirken und die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und anderen Abwehr- und Bekämpfungsmethoden auf einem Niveau halten, das wirtschaftlich und ökologisch vertretbar ist und Risiken für die menschliche Gesundheit und die Umwelt reduziert oder minimiert. Die integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge stellt auf das Wachstum gesunder Nutzpflanzen bei möglichst geringer Störung der Ökosysteme ab und fördert natürliche Mechanismen zur Bekämpfung von Schädlingen;

4° "Risikoindikator": das Ergebnis einer Berechnungsmethode, die zur Beurteilung der Risiken von Pestiziden für die menschliche Gesundheit oder Umwelt verwendet wird;

5° "nichtchemische Methoden": alternative Methoden zur Verwendung chemischer Pestizide für den Pflanzenschutz und die Schädlingsbekämpfung, wie sie von der Wallonischen Regierung festgelegt werden, auf der Grundlage von agronomischen Verfahren oder physikalischen, mechanischen oder biologischen Schädlingsbekämpfungsmethoden.

#### Titel II — Bedingungen für die Verwendung von Pestiziden in öffentlichen Räumen

**Art. 3** - § 1. Die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln in öffentlichen Räumen ist ab dem 1. Juni 2014 verboten.

§ 2. In Abweichung des Paragraphen 1 kann die Regierung die Bedingungen festlegen, unter denen die Verwendung von Pflanzenschutzmitteln bis zum 31. Mai 2019 erlaubt ist.

Diese Bedingungen sind insbesondere:

1° die Verpflichtung, einen Plan zur Verringerung der Verwendung der Pflanzenschutzmittel in den öffentlichen Räumen auszuarbeiten und durchzuführen;

2° die Qualifikationen des mit dem Kauf, der Lagerung und der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln beauftragten Personals;

3° die Einschränkungen der Zulassungen insbesondere in Verbindung mit den verwendeten Pflanzenschutzmitteln, der Art und den Merkmalen der Räume, in denen diese Mittel verwendet werden;

4° die Bedingungen, was die Arten der verwendeten Pflanzenschutzmittel betrifft.

Die Regierung kann ebenfalls die Bedingungen festlegen, unter denen die Verwendung von Pestiziden aus Gründen der öffentlichen Gesundheit, Hygiene und Sicherheit der Personen, der Erhaltung der Natur oder der Erhaltung des Pflanzenerbgutes unter Einhaltung des Grundsatzes der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge zugelassen oder verboten wird.

Die Regierung bestimmt, was unter "öffentlichen Räumen" zu verstehen ist.

### **Titel III — Bedingungen für die Verwendung von Pestiziden an der Öffentlichkeit oder empfindlichen Gruppen zugänglichen Orten**

**Art. 4** - Die Regierung kann die Verwendung von Pestiziden an der Öffentlichkeit oder empfindlichen Gruppen zugänglichen Orten regeln und falls nötig verbieten.

Sie kann ebenfalls die Vorsichtsmaßnahmen in Bezug auf die Verwendung von Pestiziden in der Umgebung dieser Orte festlegen.

Sie kann den Zugang zu dem Teil der der Öffentlichkeit zugänglichen Orte, der durch ein Pestizid behandelt wird, regeln oder verbieten und die Bedingungen für die Beschilderung und Markierung der behandelten Bereiche näher angeben.

Die Regierung bestimmt, was unter "der Öffentlichkeit zugängliche Orte" zu verstehen ist.

### **Titel IV — Wallonisches Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes**

**Art. 5** - § 1. In dem in Artikel D.46 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten wallonischen Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes werden die quantitativen Vorgaben, die Ziele, Maßnahmen und Zeitpläne festgelegt, um die Risiken und Auswirkungen der Verwendung von Pestiziden auf die menschliche Gesundheit und die Umwelt zu verringern und die Entwicklung und Einführung der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge sowie alternative Methoden oder Verfahren im Hinblick auf die Verringerung der Abhängigkeit von der Verwendung von Pestiziden zu fördern.

Diese Zielvorgaben können verschiedene Themenbereiche betreffen, beispielsweise den Umweltschutz, Rückstände, den Einsatz bestimmter Techniken oder die Verwendung für bestimmte Kulturpflanzen.

In dem wallonischen Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes wird ebenfalls beschrieben, wie gewährleistet wird, dass alle beruflichen Verwender die allgemeinen Grundsätze in Sachen integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge anwenden, wie sie durch die Wallonische Regierung an dem von ihr festgesetzten Datum und in allen Fällen spätestens am 1. Januar 2014 festgelegt werden.

§ 2. Das wallonische Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes umfasst ebenfalls Indikatoren zur Überwachung der Verwendung von Pflanzenschutzmitteln, die besonders bedenkliche Wirkstoffe enthalten, insbesondere wenn Alternativen verfügbar sind.

§ 3. Auf der Grundlage dieser Indikatoren und gegebenenfalls unter Berücksichtigung der bereits vor der Verabschiedung des wallonischen Programms zur Verringerung des Pestizideinsatzes erreichten Zielvorgaben für die Verringerung des Risikos oder der Verwendung werden Zeitpläne und Zielvorgaben für die Einschränkung der Verwendung festgelegt, insbesondere, wenn die Einschränkung der Verwendung ein geeignetes Instrument zur Erreichung einer Verringerung des Risikos im Hinblick auf die vorrangigen Themen gemäß dem Bericht über den Zustand der wallonischen Umwelt darstellt.

§ 4. Bei der Aufstellung und Überprüfung des wallonischen Programms zur Verringerung des Pestizideinsatzes berücksichtigt die Wallonische Regierung die gesundheitlichen, sozialen, wirtschaftlichen und ökologischen Auswirkungen der geplanten Maßnahmen sowie die besonderen nationalen, regionalen und lokalen Bedingungen und alle relevanten Interessengruppen. Die Regierung beschreibt in dem wallonischen Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes, wie sie die zu ergreifenden Maßnahmen umsetzt, um die in § 1 des vorliegenden Artikels genannten Ziele zu erreichen.

§ 5. Das wallonische Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes berücksichtigt das Maßnahmenprogramm, wie es in Artikel D.23 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, erwähnt wird.

§ 6. In Abweichung von Artikel D.45 überprüft die Regierung das wallonische Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes mindestens alle fünf Jahre.

### **Titel V — Handhabung der beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel**

**Art. 6** - § 1. Die Regierung kann die Handhabungen der beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel sowie ihrer Zusatzstoffe im Sinne der Verordnung 1107/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 21. Oktober 2009 über das Inverkehrbringen von Pflanzenschutzmitteln und zur Aufhebung der Richtlinien 79/117/EWG und 91/414/EWG des Rates regeln.

Sie kann die Orte oder Flächen bestimmen, an bzw. auf denen diese Handhabungen erlaubt sind, sowie die zu treffenden Vorsichtsmaßnahmen, um die Risiken einer Umweltverschmutzung bei der Handhabung dieser Mittel zu verringern oder zu vermeiden.

Diese Vorsichtsmaßnahmen können sowohl die Handhabung dieser beruflich benutzten Pflanzenschutzmittel, als auch die Behandlung der Verpackungen, der nicht benutzten Rückstände und die Reinigung der Anwendungsgeräte betreffen.

§ 2. Die Regierung kann Verpflichtungen zu Lasten des beruflichen Benutzers festlegen, was die Inkenntnissetzung seiner Beauftragten und den Besitz der zur Identifizierung der benutzten Mittel erforderlichen Unterlagen betrifft.

**Titel VI — Information und Sensibilisierung**

**Art. 7 - § 1.** Die Regierung ergreift Maßnahmen zur Information der Öffentlichkeit und zur Förderung und Erleichterung von Informations- und Sensibilisierungsprogrammen und der Bereitstellung von genauen und ausgewogenen Informationen über Pestizide für die Öffentlichkeit, insbesondere über die Risiken und möglichen akuten und chronischen Auswirkungen ihrer Verwendung auf die menschliche Gesundheit, Nichtzielorganismen und die Umwelt und über die Verwendung nichtchemischer Alternativen.

§ 2. Die Regierung richtet Systeme zur Erfassung von Informationen über pestizidbedingte akute Vergiftungsfälle und — sofern verfügbar — chronische Vergiftungsfälle in Gruppen ein, die Pestiziden regelmäßig ausgesetzt sein können, wie etwa Anwender, landwirtschaftliche Arbeitskräfte oder Personen, die in der Nähe von Pestizidanwendungsgebieten leben.

**Titel VII — Integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge**

**Art. 8 - § 1.** Die Regierung trifft alle erforderlichen Maßnahmen, um eine Bekämpfung der Pflanzenschädlinge mit geringerer Pestizidverwendung zu fördern, wobei wann immer möglich nichtchemischen Methoden der Vorzug gegeben wird, so dass berufliche Verwender von Pestiziden unter den für dasselbe Schädlingsproblem verfügbaren Verfahren und Produkten auf diejenigen mit dem geringsten Risiko für die menschliche Gesundheit und die Umwelt zurückgreifen.

Die Bekämpfung der Pflanzenschädlinge mit geringer Pestizidverwendung schließt die integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge sowie den ökologischen Landbau im Sinne der Verordnung 834/2007 (EG) des Rates vom 28. Juni 2007 über die ökologische/biologische Produktion und die Kennzeichnung von ökologischen/biologischen Erzeugnissen ein.

§ 2. Die Regierung schafft die erforderlichen Voraussetzungen für die Anwendung der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge bzw. unterstützt die Schaffung dieser Voraussetzungen. Insbesondere stellt sie sicher, dass beruflichen Verwendern Informationen und Instrumente für die Überwachung von Schädlingen und die Entscheidungsfindung sowie Beratungsdienste für die integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge zur Verfügung stehen.

§ 3. Die Regierung schafft geeignete Anreize, um die beruflichen Verwender zur freiwilligen Umsetzung von kulturpflanzen- oder sektorspezifischen Leitlinien zur integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge zu veranlassen. Die Regierung und die Organisationen, die bestimmte berufliche Verwender vertreten, können entsprechende Leitlinien aufstellen. Die Regierung nimmt in ihrem wallonischen Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes auf die ihrer Ansicht nach maßgeblichen und geeigneten Leitlinien Bezug.

§ 4. Bis zum 30. Juni 2013 erstattet die Regierung der Kommission Bericht über die Durchführung der Paragraphen 1 bis 3 und teilt ihr insbesondere mit, ob die notwendigen Voraussetzungen für die integrierte Bekämpfung der Pflanzenschädlinge gegeben sind.

**Titel VIII — Strafmaßnahmen**

**Art. 9 -** Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der Pestizide unter Verstoß gegen Artikel 3, 4 und 6 des vorliegenden Dekrets sowie gegen die Erlasse zu deren Durchführung appliziert, verwendet oder handhabt.

Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Teils VIII des dekretalen Teils des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige, der gegen die allgemeine Grundsätze der integrierten Bekämpfung der Pflanzenschädlinge verstößt, so wie sie von der Regierung in Anwendung von Artikel 5, § 1 festgelegt wurden.

**Titel IX — Abänderungsbestimmungen**

**Art. 10 -** Artikel 2, Absatz 1 des Dekrets vom 12. Juli 2001 über die berufliche Ausbildung in der Landwirtschaft wird durch eine Ziffer 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° an alle Personen, die eine ausreichende Kenntnis nachzuweisen haben, um eine Phytolizenz im Sinne von Artikel 2, 11° des Königlichen Erlasses vom 19. März 2013 für eine nachhaltige Verwendung von Pflanzenschutzmitteln und Zusatzstoffen zu erhalten.”.

**Art. 11 -** Artikel D.46, Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches wird durch eine Ziffer 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° ein wallonisches Programm zur Verringerung des Pestizideinsatzes.”.

**Art. 12 -** In das Gesetz vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe wird ein Artikel 16bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. 16bis - Das entlang eines offenen Wasserlaufes gelegene, als Weideland genutzte Land ist derart eingefriedet, dass das Vieh ganzjährig keinen Zugang zum Wasserlauf hat, unter Vorbehalt, dass ein Erlass der Wallonischen Regierung besteht, durch den das gesamte Gebiet einer Gemeinde oder ein Teil davon von der Durchführung dieser Maßnahme befreit ist.

Dieser Erlass tritt am 1. Januar 2015 außer Kraft, was das Land betrifft, das innerhalb eines Natura-2000-Gebiets oder eines wegen der Gefahr einer Eutrophierung des Oberflächenwassers im Sinne des Artikels D.2, 34° des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, von der Wallonischen Regierung bezeichneten, eine spezifische Herausforderung darstellenden Gebiets gelegen ist.

Der Teil der Einfriedung entlang des Wasserlaufes befindet sich in einer Mindestentfernung von einem Meter landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufes. In Abweichung dessen beträgt diese Mindestentfernung 0,75 Meter im Falle einer vor dem 1. April 2014 angebrachten Einfriedung.

Wenn sich die Überquerung auf trockenem Boden in dem beiderseits des Wasserlaufes gelegenen Weideland oder in unmittelbarer Nähe davon als unmöglich erweist, können in der Einfriedung am Ufer dieses Wasserlaufes Schranken installiert werden, um das Durchwaten zu ermöglichen. Diese Schranken können während der für die Durchquerung des Wasserlaufes erforderlichen Zeitspanne hochgehen. Das Weideland ist derart eingerichtet, dass dadurch die Häufigkeit und die Anzahl der Überquerungen reduziert werden.

Die Einfriedung wird derart errichtet, dass sie kein Hindernis für den Verkehr der bei der Ausführung der ordentlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten an den Wasserläufen benutzten Werkzeuge darstellt.

Die Regierung kann eine Abweichung von dieser Verpflichtung ausschließlich für das Land gewähren, das als für die Artenvielfalt vorteilhaftes Weideland sehr extensiv genutzt wird.”.

**Art. 13 -** In Artikel 17, Absatz 2 des Gesetzes vom 28. Dezember 1967 über die nichtschiffbaren Wasserläufe wird Ziffer 3° durch Folgendes ersetzt:

“3° derjenige, der gegen Artikel 16bis oder Artikel 23, § 3 verstößt;”.

**Art. 14** - Artikel 23 desselben Gesetzes wird durch Folgendes ergänzt:

“§ 3. In Abweichung von § 1 ist die in Artikel 16bis vorgesehene Verpflichtung spätestens am 31. März 2014 anwendbar, wenn das entlang eines offenen Wasserlaufes gelegene, als Weideland genutzte Land innerhalb eines kraft der Artikel D.156 und D.157 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bezeichneten Gebiets liegt, und wenn dieser von der Regierung nicht als schiffbare Wasserstraße eingestufte Wasserlauf stromaufwärts von dem Punkt fließt, wo das Zwischeneinzugsgebiet dieses Lands wenigstens 100 ha groß ist.”

**Art. 15** - In Buch II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, wird ein Artikel D.42-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.42-1 - Das entlang eines offenen Wasserlaufes gelegene, als Weideland genutzte Land ist derart eingefriedet, dass das Vieh ganzjährig keinen Zugang zum Wasserlauf hat, unter Vorbehalt, dass ein Erlass der Wallonischen Regierung besteht, durch den das gesamte Gebiet einer Gemeinde oder ein Teil davon von der Durchführung dieser Maßnahme befreit ist.

Dieser Erlass tritt am 1. Januar 2015 außer Kraft, was das Land betrifft, das innerhalb eines Natura-2000-Gebiets oder eines wegen der Gefahr einer Eutrophierung des Oberflächenwassers von der Wallonischen Regierung bezeichneten, eine spezifische Herausforderung darstellenden Gebiets gelegen ist.

Der Teil der Einfriedung entlang des Wasserlaufes befindet sich in einer Mindestentfernung von einem Meter landeinwärts ab der Krone des Ufers des Wasserlaufes. In Abweichung dessen beträgt diese Mindestentfernung 0,75 Meter im Falle einer vor dem 1. April 2014 angebrachten Einfriedung.

Wenn sich die Überquerung auf trockenem Boden in dem beiderseits des Wasserlaufes gelegenen Weideland oder in unmittelbarer Nähe davon als unmöglich erweist, können in der Einfriedung am Ufer dieses Wasserlaufes Schranken installiert werden, um das Durchwaten zu ermöglichen. Diese Schranken können während der für die Durchquerung des Wasserlaufes erforderlichen Zeitspanne hochgehen. Das Weideland ist derart eingerichtet, dass dadurch die Häufigkeit und die Anzahl der Überquerungen reduziert werden.

Die Einfriedung wird derart errichtet, dass sie kein Hindernis für den Verkehr der bei der Ausführung der ordentlichen Reinigungs-, Instandhaltungs- und Wiederherstellungsarbeiten an den Wasserläufen benutzten Werkzeuge darstellt.

Die Regierung kann eine Abweichung von dieser Verpflichtung ausschließlich für das Land gewähren, das als für die Artenvielfalt vorteilhaftes Weideland sehr extensiv genutzt wird.”

**Art. 16** - In dasselbe Gesetzbuch wird ein Artikel D.52-1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.52-1 - Die in Artikel D.42-1 vorgesehene Verpflichtung ist spätestens am 31. März 2014 anwendbar, wenn das entlang eines offenen Wasserlaufes gelegene, als Weideland genutzte Land innerhalb eines kraft der Artikel D.156 und D.157 des Buches II des Umweltgesetzbuches, welches das Wassergesetzbuch bildet, bezeichneten Gebiets liegt, und wenn dieser von der Regierung nicht als schiffbare Wasserstraße eingestufte Wasserlauf stromaufwärts von dem Punkt fließt, wo das Zwischeneinzugsgebiet dieses Lands wenigstens 100 ha groß ist.”

**Art. 17** - In Artikel D.408, Absatz 2 desselben Gesetzbuches wird die Ziffer 2<sup>o</sup> durch Folgendes ersetzt:

“2<sup>o</sup> derjenige, der gegen die in Art. D.42-1 und D.52-1 vorgesehenen Verpflichtungen verstößt;”

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 10. Juli 2013

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Beschäftigung, Ausbildung und Sportwesen

A. ANTOINE

Der Minister für Wirtschaft, K.M.B., Außenhandel und neue Technologien

J.-Cl. MARCOURT

Der Minister für lokale Behörden und Städte

P. FURLAN

Die Ministerin für Gesundheit, soziale Maßnahmen und Chancengleichheit

Frau E. TILLIEUX

Der Minister für Umwelt, Raumordnung und Mobilität

Ph. HENRY

Der Minister für öffentliche Arbeiten, Landwirtschaft, ländliche Angelegenheiten, Natur, Forstwesen und Erbe

C. DI ANTONIO

(1) *Sitzungsperiode 2012-2013.*

*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 824 (2012-2013) Nrn. 1 bis 3

*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, Plenarsitzung vom 10. Juli 2013.

Diskussion.

Abstimmung.

## VERTALING

## WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2013/204849]

**10 JULI 2013. — Decreet tot vaststelling van een kader ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden en tot wijziging van Boek I van het Milieuwetboek, Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen en het decreet van 12 juli 2001 betreffende de beroepsopleiding in de landbouw**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Titel I. — Doel en begripsomschrijving**

**Artikel 1.** Bij dit decreet wordt Richtlijn 2009/128/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van een kader voor communautaire actie ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van pesticiden gedeeltelijk omgezet.

**Art. 2.** In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

1° "pesticide" :

a) een gewasbeschermingsmiddel als omschreven in Verordening nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

b) een biocide als omschreven in het koninklijk besluit van 22 mei 2003 betreffende het op de markt brengen en het gebruiken van biociden;

2° "kwetsbare groepen" : de kwetsbare groepen in de zin van artikel 3 van Verordening 1107/2009/EG van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad;

3° "geïntegreerde gewasbescherming" : de zorgvuldige afweging van alle beschikbare gewasbeschermingsmethoden, gevolgd door de integratie van passende maatregelen die de ontwikkeling van populaties van schadelijke organismen tegengaan, het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en andere vormen van interventie tot economisch en ecologisch verantwoorde niveaus beperkt houden en het risico voor de gezondheid van de mens en voor het milieu tot een minimum beperken. Bij de geïntegreerde gewasbescherming ligt de nadruk op de groei van gezonde gewassen, waarbij de landbouwecosystemen zo weinig mogelijk worden verstoord en natuurlijke plaagbestrijding wordt aangemoedigd;

4° "risico-indicator" : het resultaat van een berekeningsmethode die wordt gebruikt bij de beoordeling van de risico's van pesticiden voor de menselijke gezondheid en/of het milieu;

5° "niet-chemische methoden" : methoden die een alternatief vormen voor chemische pesticiden voor gewasbescherming en plaagbestrijding zoals bepaald door de Waalse Regering en berusten op landbouwtechnieken of fysische, mechanische of biologische bestrijdingsmethoden.

**Titel II. — Toepassingsvoorwaarden voor de pesticiden in de openbare ruimten**

**Art. 3. § 1.** De toepassing van gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten is vanaf 1 juni 2014 verboden.

§ 2. In afwijking van paragraaf 1 kan de Regering de voorwaarden bepalen waarin de toepassing van gewasbeschermingsmiddelen tot 31 mei 2019 wordt toegelaten.

Die voorwaarden bestaan met name in :

1° de verplichting om een plan op te maken en uit te voeren dat betrekking heeft op de beperking van de toepassing van de gewasbeschermingsmiddelen in de openbare ruimten;

2° kwalificaties van het personeel belast met de aankoop, de opslag en de toepassing van gewasbeschermingsmiddelen;

3° beperkingen van de vergunningen betreffende met name de gebruikte gewasbeschermingsmiddelen tot de aard en de kenmerken van de ruimten waarop die producten toegepast moeten worden;

4° voorwaarden m.b.t. de soorten gebruikte gewasbeschermingsmiddelen.

De Regering kan ook de voorwaarden bepalen waarin de toepassing van pesticiden toegelaten of verboden is wegens redenen van openbare gezondheid, hygiëne, veiligheid van de personen, natuurbehoud en behoud van het plantenerfgoed met inachtneming van het principe van de gewasbescherming.

De Regering bepaalt wat onder "openbare ruimten" moet worden verstaan.

**Titel III. — Toepassingsvoorwaarden voor de pesticiden in de door het publiek of kwetsbare groepen bezochte ruimten**

**Art. 4.** De Regering kan de toepassing van pesticiden in de door het publiek of kwetsbare groepen bezochte ruimten reglementeren en, indien nodig, verbieden.

Ze kan ook de voorzorgsmaatregelen m.b.t. de toepassing van pesticiden in de nabijheid van die plaatsen bepalen.

Ze kan de toegang tot het gedeelte van de door het publiek bezochte ruimten dat het voorwerp uitmaakt van een behandeling door een gewasbeschermingsmiddel reglementeren of verbieden en de aanplakkings- en bebakeningsvoorwaarden van de behandelde gebieden bepalen.

De Regering bepaalt wat onder "door het publiek bezochte ruimten" moet worden verstaan.

**Titel IV. — Waals reductieprogramma voor pesticiden**

**Art. 5. § 1.** Het in artikel D.46 van Boek I van het Milieuwetboek bedoelde Waalse reductieprogramma voor pesticiden legt de kwantitatieve doelstellingen, de streefdoelen, de maatregelen en de plannings vast om de risico's en de gevolgen van het gebruik van pesticiden op de gezondheid van de mens en het leefmilieu te beperken en om de opstelling en invoering van een geïntegreerde gewasbescherming en alternatieve methoden of technieken aan te moedigen om de afhankelijkheid van het gebruik van pesticiden te verminderen.

Die doelstellingen kunnen door verschillende bekommernissen ingegeven worden, zoals de bescherming van het leefmilieu en de gezondheid in een stedelijke omgeving, residuen, het gebruik van bijzondere technieken of het gebruik op bepaalde gewassen.



Het Waalse reductieprogramma voor pesticiden beschrijft ook de wijze volgens welke alle professionele gebruikers ervoor zorgen dat de algemene beginselen inzake geïntegreerde gewasbescherming zoals bepaald door de Regering op de door haar bepaalde datum en in ieder geval uiterlijk op 1 januari 2014 worden toegepast.

§ 2. Het Waalse reductieprogramma voor pesticiden omvat ook risico-indicatoren bestemd om toe te zien op het gebruik van gewasbeschermingsmiddelen die werkzame stoffen bevatten die bijzonder zorgwekkend zijn, met name wanneer er vervangende methoden bestaan.

§ 3. Op basis van deze indicatoren en, desgevallend, rekening houdend met risico- of gebruiksreductiedoelstellingen die reeds vóór de aanneming van het gewestelijke reductieprogramma voor pesticiden bereikt werden, legt de Regering plannings- en doelstellingen vast voor de reductie van de toepassing, met name wanneer een gebruiksreductie een geschikte manier is om ook het risico te reduceren met betrekking tot de elementen die als prioritair gedefinieerd werden in het verslag over de staat van het Waalse milieu.

§ 4. Wanneer de Regering het Waalse reductieprogramma voor pesticiden opmaakt of herziet, wordt rekening gehouden met de sanitaire, sociale, economische en ecologische effecten van de overwogen maatregelen en met de nationale, gewestelijke en plaatselijke omstandigheden, net als met alle betrokken partijen. In het Waalse reductieprogramma voor pesticiden beschrijft de Regering de wijze waarop ze de maatregelen zal toepassen om de in § 1 bedoelde doelstellingen te bereiken.

§ 5. Het Waalse reductieprogramma voor pesticiden houdt rekening met het programma van maatregelen voorzien in artikel D.23 van Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt.

§ 6. In afwijking van artikel D.45 onderzoekt de Regering het Waalse reductieprogramma voor pesticiden minstens om de vijf jaar opnieuw.

#### **Titel V. — Hantering van gewasbeschermingsmiddelen voor professioneel gebruik**

**Art. 6.** § 1. De Regering kan de hanteringsverrichtingen van gewasbeschermingsmiddel voor professioneel gebruik en van hulpmiddelen in de zin van Verordening (EG) nr. 1107/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 betreffende het op de markt brengen van gewasbeschermingsmiddelen en tot intrekking van de Richtlijnen 79/117/EEG en 91/414/EEG van de Raad reglementeren.

Ze kan de plaatsen of oppervlakten waarin deze hantering wordt toegelaten, alsmede te nemen voorzorgsmaatregelen bepalen om de risico's voor verontreiniging van het milieu tijdens de hantering van die producten te beperken of te voorkomen.

Die voorzorgsmaatregelen kunnen zowel de hantering van farmaceutische producten voor professioneel gebruik als het beheer van de verpakkingen, van afvalstoffen van niet-gebruikte pesticiden en van de reiniging van de toepassingsapparatuur betreffen.

§ 2. De Regering kan verplichtingen vastleggen ten laste van de professionele gebruiker wat betreft de informatie verstrekt aan zijn aangestelden en het bezit van de voor de identificatie van de gebruikte producten nodige documenten.

#### **Titel VI. — Informatie en sensibilisering**

**Art. 7.** § 1. De Regering treft de nodige maatregelen om het publiek te informeren, en om voorlichtings- en sensibiliseringsprogramma's en de beschikbaarheid van precieze en evenwichtige inlichtingen over de pesticiden voor het publiek te bevorderen en te faciliteren, met name de risico's en eventuele acute en chronische gevolgen voor de gezondheid van de mens, de niet-beoogde organismen en het milieu voortvloeiend uit het gebruik ervan alsmede het gebruik van niet-chemische alternatieve methodes.

§ 2. De Regering voorziet in systemen voor de verzameling van informatie over de acute gevallen van vergiftiging door pesticiden en in voorkomend geval over de gevallen van chronische vergiftiging bij groepen die geregeld blootgesteld kunnen worden aan pesticiden, zoals gebruikers of mensen die in de buurt van de sproeigebieden van pesticiden wonen.

#### **Titel VII. — Geïntegreerde gewasbescherming**

**Art. 8.** § 1. De Regering neemt alle nodige maatregelen om de bestrijding met lage pesticideninzet te bevorderen, waarbij zij waar mogelijk voorrang geeft aan niet-chemische methoden, zodat professionele gebruikers van pesticiden overschakelen op praktijken en producten die binnen het gehele voor de bestrijding van een bepaald schadelijk organisme ter beschikking staande aanbod het laagste risico voor de gezondheid van de mens en het milieu opleveren.

De bestrijding met lage pesticideninzet omvat geïntegreerde gewasbescherming alsmede biologische landbouw overeenkomstig Verordening (EG) nr. 834/2007 van de Raad van 28 juni 2007 inzake de biologische productie en de etikettering van biologische producten.

§ 2. De Regering schept de noodzakelijke voorwaarden, of verleent steun daartoe, voor het in de praktijk brengen van geïntegreerde gewasbescherming. Met name zorgt zij ervoor dat professionele gebruikers kunnen beschikken over informatie en instrumenten voor de bewaking van schadelijke organismen en besluitvorming, alsook over adviesdiensten voor geïntegreerde gewasbescherming.

§ 3. De Regering voorziet in passende stimulansen om professionele gebruikers aan te sporen tot het vrijwillig toepassen van gewas- of sectorspecifieke richtsnoeren inzake geïntegreerde gewasbescherming. De Regering en de organisaties die bepaalde professionele gebruikers vertegenwoordigen, kunnen dergelijke richtsnoeren opstellen. De Regering verwijst in haar Waals reductieprogramma voor pesticiden naar de richtsnoeren die zij relevant en passend acht.

§ 4. Uiterlijk op 30 juni 2013 brengt de Regering bij de Commissie verslag uit over de uitvoering van het bepaalde in de §§ 1 tot 3, en met name over de vraag of de noodzakelijke voorwaarden voor het in praktijk brengen van geïntegreerde gewasbescherming zijn vervuld.

#### **Titel VIII. — Straffen**

**Art. 9.** Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van het decretaal gedeelte van Boek I van het Milieuwetboek begaan door degene die pesticiden in overtreding met de artikelen 3, 4 en 6 van dit decreet, alsook met hun uitvoeringsbesluiten toepast, gebruikt of hanteert.

Er wordt een overtreding van derde categorie in de zin van deel VIII van hetzelfde Wetboek begaan door de overtreder van de algemene beginselen inzake geïntegreerde gewasbescherming zoals bepaald door de Regering overeenkomstig artikel 5, § 1.

**Titel IX. — Wijzigingsbepalingen**

**Art. 10.** Artikel 2, eerste lid, van het decreet van 12 juli 2001, betreffende de beroepsopleiding in de landbouw wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

“5° alle personen die moeten bewijzen dat zij een voldoende kennis hebben om een fytolicensie te krijgen in de zin van artikel 2, 11°, van het koninklijk besluit van 19 maart 2013 ter verwezenlijking van een duurzaam gebruik van gewasbeschermingsmiddelen en toevoegingsstoffen.”.

**Art. 11.** Artikel D.46, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt :

“5° een Waals reductieprogramma voor pesticiden.”.

**Art. 12.** In de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen wordt een artikel 16*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 16*bis*. De gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen worden afgesloten om de toegang van het vee tot de waterloop tijdens het hele jaar te voorkomen onder voorbehoud van het bestaan van een besluit van de Waalse Regering, waarbij het hele grondgebied van een gemeente aan de toepassing van deze maatregel onttrokken wordt.

Dat besluit wordt op 1 januari 2015 opgeheven voor wat betreft de gronden gelegen in een Natura 2000-locatie of in een gebied met een bijzonder belang aangewezen door de Waalse Regering wegens het risico voor eutrofiëring van het grondwater zoals bepaald in artikel D.2, 34 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt.

Het gedeelte van de langs de waterloop gelegen omheining bevindt zich op een minimale lengte van één meter gemeten landinwaarts vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop. In afwijking is die minimale lengte 0,75 meter voor de omheiningen geplaatst vóór 1 april 2014.

Wanneer het passeren met droge voeten in of in de onmiddellijke nabijheid van de weiden gelegen aan beide kanten van de waterloop onmogelijk is, kunnen hekken in de omheiningen gelegen langs die waterloop geïnstalleerd worden om een doorwaadbare doorgang mogelijk te maken. Tijdens de tijd die nodig is voor de oversteek van de waterloop kunnen die hekken open staan. Het weiden wordt zodanig georganiseerd dat de frequentie en het aantal oversteken worden verminderd.

De omheining wordt geplaatst zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot ruiming, onderhoud of herstelling van de waterlopen.

De Regering kan een afwijking voor die verplichting toekennen alleen voor de gronden die het voorwerp uitmaken van een zeer extensieve wei die gunstig is voor biodiversiteit.”.

**Art. 13.** In artikel 17, tweede lid, van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen wordt punt 3° vervangen als volgt :

“de overtreder van artikel 16*bis* of artikel 23, § 3,”.

**Art. 14.** Artikel 23 van dezelfde wet wordt aangevuld als volgt :

“§ 3. In afwijking van § 1 wordt de in artikel 16*bis* bedoelde verplichting uiterlijk op 31 maart 2014 toegepast wanneer de gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen, gelegen zijn in een gebied aangewezen krachtens de artikelen D.156 en D.157 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt en wanneer bovengenoemde waterloop die niet onder de bevaarbare waterlopen door de Regering wordt ingedeeld, stroomopwaarts is van het punt waarin hun stroomgebied minstens 100 hectare bedraagt.”.

**Art. 15.** In Boek II van het Milieuwetboek, dat het Waterwetboek inhoudt, wordt een artikel D.42-1 ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.42-1. De gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen worden afgesloten om de toegang van het vee tot de waterloop tijdens het hele jaar te voorkomen onder voorbehoud van het bestaan van een besluit van de Waalse Regering, waarbij het hele grondgebied van een gemeente aan de toepassing van deze maatregel onttrokken wordt.”

Dat besluit wordt op 1 januari 2015 opgeheven voor wat betreft de gronden gelegen in een Natura 2000-locatie of in een gebied met een bijzonder belang aangewezen door de Waalse Regering wegens het risico voor eutrofiëring van het grondwater.

Het gedeelte van de langs de waterloop gelegen omheining bevindt zich op een minimale lengte van één meter gemeten landinwaarts vanaf de bovenste rand van de oever van de waterloop. In afwijking is die minimale lengte 0,75 meter voor de omheiningen geplaatst vóór 1 april 2014.

Wanneer het passeren met droge voeten in of in de onmiddellijke nabijheid van de weiden gelegen aan beide kanten van de waterloop onmogelijk is, kunnen hekken in de omheiningen gelegen langs die waterloop geïnstalleerd worden om een doorwaadbare doorgang mogelijk te maken. Tijdens de tijd die nodig is voor de oversteek van de waterloop kunnen die hekken open zijn. Het weiden wordt zodanig georganiseerd dat de frequentie en het aantal oversteken worden verminderd.

De omheining wordt geplaatst zonder een hindernis te vormen voor de doorgang van het materiaal dat gebruikt wordt voor de uitvoering van de gewone werken tot ruiming, onderhoud of herstelling van de waterlopen.

De Regering kan een afwijking voor die verplichting toekennen alleen voor de gronden die het voorwerp uitmaken van een zeer extensieve wei die gunstig is voor biodiversiteit.”.

**Art. 16.** Hetzelfde Wetboek wordt aangevuld met een artikel D.52-1, luidend als volgt :

“Art. D.52-1. De in artikel 16*bis* bedoelde verplichting wordt uiterlijk op 31 maart 2014 toegepast wanneer de gronden die langs een waterloop in de openlucht liggen en als weiland dienen, gelegen zijn in een gebied aangewezen krachtens de artikelen D.156 en D.157 van Boek II van het Milieuwetboek dat het Waterwetboek inhoudt en wanneer bovengenoemde waterloop die niet onder de bevaarbare waterlopen door de Regering wordt ingedeeld, stroomopwaarts is van het punt waarin hun stroomgebied minstens 100 hectare bedraagt.”.

**Art. 17.** In hetzelfde Wetboek wordt artikel D.408, tweede lid, 2°, vervangen als volgt :  
 "2° de overtreder van de bepalingen van de artikelen D.42-1 en D.52-1;"  
 Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
 Namen, 10 juli 2013.

De Minister-President,  
 R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,  
 J.-M. NOLLET

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,  
 A. ANTOINE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Buitenlandse Handel en Nieuwe Technologieën,  
 J.-Cl. MARCOURT

De Minister van de Plaatselijke Besturen en de Stad,  
 P. FURLAN

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,  
 Mevr. E. TILLIEUX

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening en Mobiliteit,  
 Ph. HENRY

De Minister van Openbare Werken, Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Natuur, Bossen en Erfgoed,  
 C. DI ANTONIO

(1) *Zitting 2012-2013.*

*Stukken van het Waals Parlement*, 824 (2012-2013). Nrs 1 tot 3.

*Volledig verslag*, plenaire vergadering van 10 juli 2013.

Bespreking

Stemming.

#### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2013/204850]

#### 11 JUILLET 2013. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à une application des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau et l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 12 juillet 1973 sur la conservation de la nature, les articles 2 à 4 et l'article 38;

Vu le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, les articles D.6-1, D.164, D.167 et D.173;

Vu le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, l'article D.34;

Vu le décret du 10 juillet 2013 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture, les articles 3, 4 et 6;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 27 janvier 1984 portant interdiction de l'emploi d'herbicides sur certains biens publics;

Vu l'arrêté de l'Exécutif régional wallon du 5 novembre 1987 relatif à l'établissement d'un rapport sur l'état de l'environnement wallon;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Villes, Communes et Provinces de la Région wallonne, donné le 26 septembre 2012;

Vu l'avis du Conseil supérieur wallon de la Conservation de la Nature, donné le 3 octobre 2012;

Vu l'avis de la Commission consultative de l'Eau, donné le 5 octobre 2012;

Vu l'avis 52.540/VR/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2013, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire et de la Mobilité, du Ministre des Travaux publics, de l'Agriculture, de la Ruralité, de la Nature, de la Forêt et du Patrimoine et de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des chances;

Après délibération,

Arrête :

#### CHAPITRE I<sup>er</sup>. — Généralités

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté transpose partiellement la Directive 2009/128/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 instaurant un cadre d'action communautaire pour parvenir à une utilisation des pesticides compatible avec le développement durable.

**Art. 2.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1<sup>o</sup> « pesticides » : les pesticides tels que définis par le décret du 10 juillet 2010 instaurant un cadre pour parvenir à une utilisation des pesticides compatibles avec le développement durable et modifiant le Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau, la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables et le décret du 12 juillet 2001 relatif à la formation professionnelle en agriculture;